



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

SUISSE

**61^e session de la Conférence générale de l'AIEA
du 18 au 22 septembre 2017**

Déclaration prononcée par

**le Secrétaire d'Etat et Gouverneur de la Suisse
M. Walter Steinmann**

Vienne, 18 septembre 2017

Madame la Présidente,

La délégation suisse vous adresse ses plus vives félicitations à l'occasion de votre élection à la présidence de la 61^e Conférence générale de l'AIEA et vous apporte tout son soutien pour l'accomplissement des tâches de votre Secrétariat.

Ma délégation est particulièrement heureuse de souhaiter la bienvenue à l'Etat de Grenade en sa qualité de nouveau membre de l'AIEA.

Madame la Présidente,

L'essai nucléaire effectué par la RPDC le 3 septembre nous rappelle tous les enjeux dans le cadre de la non-prolifération nucléaire. La Suisse condamne fermement ce nouvel essai et appelle la RPDC à respecter les résolutions du Conseil de Sécurité comme celles de l'Agence, à rejoindre le TNP et à remettre en œuvre un accord de garanties avec l'AIEA. Cet essai démontre – s'il le fallait encore – l'urgence d'une rapide entrée en vigueur d'un instrument juridiquement contraignant – le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires – afin de bannir les essais nucléaires une fois pour toutes. Nous rappelons donc à tous les Etat listés à l'Annexe 2 du Traité de signer et ratifier au plus vite le TICEN.

Madame la Présidente,

Dans le cadre de la septième réunion d'examen de la Convention sur la sûreté nucléaire qui s'est tenue au printemps, la Suisse est parvenue à y inscrire la Déclaration de Vienne sur la sûreté nucléaire. On garantit ainsi que les futurs rapports par pays et examens prendront cette déclaration comme référence et que cette démarche renforcera encore la **sûreté** nucléaire dans le monde. La Suisse poursuivra son engagement en faveur

de la mise en œuvre de la Déclaration de Vienne à l'échelle globale et de son application dans la CSN en tant que «document évolutif». La réunion d'examen a confirmé que la Suisse respecte bien les engagements internationaux qui découlent de la CSN. L'année dernière, la Suisse a demandé à l'AIEA d'élaborer une stratégie en matière de sûreté nucléaire. Aucune stratégie détaillée n'étant disponible à ce jour, elle s'engagera en ce sens cette année encore.

Madame la Présidente,

2016 a été une année cruciale pour la sécurité nucléaire et la Suisse salue les efforts de l'AIEA visant à assumer un rôle global de coordination en la matière. Ainsi, la Suisse a contribué cette année le Fonds de sécurité nucléaire de l'Agence, et nous continuerons à soutenir de manière générale un renforcement de l'Agence.

A cet égard, la Suisse continuera aussi de s'engager pour une sécurité universelle des matières nucléaires, indépendamment de l'affectation à un usage civil ou militaire. Les efforts internationaux déployés jusqu'ici en la matière se sont en grande partie limités au matériel civil, alors que seuls 17% de la matière fissile dans le monde relèvent de cette catégorie. Nous regrettons qu'il n'ait pas été possible d'insister davantage sur cette réalité dans le cadre de la Déclaration ministérielle de décembre 2016, malgré les progrès réalisés l'année précédente dans le domaine de la sécurité nucléaire. Mais il est indispensable que les Etats membres s'accordent ici sur une réponse claire et une approche universelle face à la protection du matériel nucléaire.

Madame la Présidente,

La Suisse soutient la notion d'évolution du système des garanties et la mise en œuvre du concept de l'approche au niveau de l'Etat, le dénommé

«State-level Concept». Face aux défis futurs en matière de vérification – à savoir toujours plus d’installations, de matériels et d’informations à vérifier, le tout dans un climat constant de réticence à augmenter les budgets – l’optimisation du système des garanties est en effet une question essentielle pour l’Agence. Il s’agit donc pour l’AIEA d’optimiser ses moyens, afin de pouvoir diriger ses ressources vers les dossiers et les domaines de plus grande sensibilité en termes de prolifération nucléaire. Le «State-level Concept» ne doit donc pas signifier la continuation du statu quo sous une autre étiquette, mais rapporter de réels bénéfices à l’Agence et aux Etats membres d’une manière concrète, substantielle et mesurable.

Madame la Présidente,

La Suisse s’intéresse fondamentalement au bon fonctionnement de l’Agence. Pour ce faire, l’AIEA doit être dotée de moyens financiers suffisants. La Suisse a participé activement aux négociations budgétaires et a demandé à l’Agence de gagner encore en efficience. Les négociations ont aussi permis la mise en place d’une nouvelle méthode d’ajustement des prix. C’est primordial dans la mesure où la méthode actuelle ne garantit aucune estimation fiable de l’évolution attendue des prix. Par le passé, il en a résulté des hausses significatives au cours de la seconde année budgétaire.

Madame la Présidente,

2017 est une année exceptionnelle pour la Suisse en matière de politique énergétique : en mai, la population a accepté une nouvelle loi sur l’énergie qui ouvre la voie à la mise en œuvre de la Stratégie énergétique 2050. Celle-ci mise sur l’efficacité énergétique et la promotion des énergies renouvelables, ce qui fait sens au regard de la sécurité de l’approvisionnement et des objectifs climatiques. Les centrales nucléaires

existantes peuvent produire de l'électricité tant que la sûreté est assurée, l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) y veille strictement. En revanche, la construction de nouvelles centrales nucléaires est interdite. Dans le cadre de la Stratégie énergétique, un rôle exemplaire revient aux pouvoirs publics : ils doivent s'engager tout spécialement en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. La Confédération, les cantons, les communes et les entreprises publiques mettent tout en œuvre pour remplir cette mission. Nous attendons le même rôle de pionnier de la part de l'AIEA : l'Agence doit faire figure de modèle s'agissant de la consommation énergétique de ses bâtiments, de la mobilité ou de la gestion des ressources : il reste encore beaucoup à faire dans ces domaines. Grâce au don d'un écran dans la rotonde et à diverses contributions, la Suisse a œuvré pour accroître la transparence en matière de consommation d'énergie et d'électricité et pour sensibiliser le personnel et la direction générale à ces thématiques : le kilowattheure le meilleur marché n'est pas d'origine nucléaire ou solaire, c'est celui qu'on économise.

Madame la Présidente,

En décembre 2019, la première centrale nucléaire suisse sera mise à l'arrêt : c'était une décision de l'exploitant sur la base de considérations économiques, mais aussi au regard des prix et des perspectives actuelles sur le marché de l'électricité. L'arrêt et l'élimination des déchets radioactifs coûteront près de 20 milliards de francs suisses, les moyens sont réservés dans un fonds indépendant alimentés par des cotisations annuelles des exploitants des installations nucléaires. Les autorités responsables en Suisse sont bien conscientes que ce modèle de financement comporte un certain degré de risque face à la situation

économique des entreprises électriques qui pour la plupart ont subi des pertes l'année dernière.

Madame la Présidente,

La décision de sortir du nucléaire est soutenue en Suisse par une nette majorité de la population. En même temps, elle exige des autorités d'accorder une priorité absolue à la sûreté nucléaire de même qu'aux mesures de sécurité et de sauvegarde à l'échelle aussi bien nationale qu'internationale, car les accidents nucléaires peuvent avoir des conséquences bien au-delà des frontières d'un pays. C'est précisément pourquoi nous poursuivront notre collaboration très étroite et engagée avec l'AIEA, dans le domaine de la recherche et de la technologie aussi nous mettons sur la coopération internationale, car ce n'est qu'ensemble que nous pouvons développer encore les technologies nucléaires pour le bien de l'humanité, de la médecine au secteur alimentaire.

Madame la Présidente,

Au nom de ma délégation, j'aimerais exprimer mes sincères remerciements aux collaboratrices et collaborateurs de l'Agence, du Secrétariat et du Directeur général, Monsieur Amano, pour la grande qualité du travail accompli au cours de l'année écoulée.

Madame la Présidente, je vous remercie de votre attention.